

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1626

[2004/201084]

**18 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à la reconnaissance et au subventionnement des écoles de consommateurs**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes, modifié par le décret-programme du 16 décembre 1998 portant diverses mesures en matière d'action sociale et par le décret-programme du 18 décembre 2003 portant diverses mesures en matière de trésorerie et de dette, d'action sociale et de santé, notamment l'article 11*quater*;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 mars 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2004;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'un appel à projets doit être lancé dans le courant du mois d'avril 2004 afin que la procédure de reconnaissance des écoles de consommateurs, nécessitant la remise d'avis par l'Observatoire du crédit et de l'endettement et les centres de référence, puisse être clôturée avant la période de vacances scolaires, laissant ainsi le temps aux écoles de consommateurs reconnues de préparer leur rentrée et leurs projets d'animations; et qu'il est par conséquent nécessaire de permettre la publication et l'entrée en vigueur rapide des dispositions portant exécution du décret-programme du 18 décembre 2003 relatives à la procédure de reconnaissance et le subventionnement des écoles de consommateurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2004, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, modifié par la loi du 2 avril 2003;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

2<sup>o</sup> Ministre : le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions;

3<sup>o</sup> administration : la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé;

4<sup>o</sup> Observatoire du Crédit et de l'Endettement : l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement visé à l'article 11<sup>ter</sup> du décret;

5<sup>o</sup> centres de référence : les centres de référence visés à l'article 11<sup>bis</sup>, § 2, du décret.

CHAPITRE II. — *De l'appel à projets biennal*

**Art. 3.** Tous les deux ans, au début du mois d'avril, le Ministre lance un appel à projets en vue de reconnaître des écoles de consommateurs, par le biais d'une publication au *Moniteur belge* ainsi que dans deux revues à orientation sociale couvrant ensemble le territoire de la Région wallonne.

**Art. 4.** Cet appel à projets contient, au minimum :

1<sup>o</sup> une définition du concept et une description des objectifs poursuivis par les écoles de consommateurs;

2<sup>o</sup> les conditions de reconnaissance des écoles de consommateurs, telles que visées à l'article 11<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, du décret;

3<sup>o</sup> les modalités de subventionnement des écoles de consommateurs;

4<sup>o</sup> le formulaire de demande de reconnaissance, tel que joint en annexe 1<sup>re</sup>;

5<sup>o</sup> la date fixée pour la clôture des candidatures.

CHAPITRE III. — *De la reconnaissance des écoles de consommateurs*

**Art. 5.** En réponse à l'appel à projets visé au Chapitre II, toute demande de reconnaissance est adressée à l'administration par lettre recommandée à la poste.

**Art. 6.** Le dossier de demande comprend :

1<sup>o</sup> le formulaire de demande de reconnaissance dûment complété;

2<sup>o</sup> les statuts de l'organisme, de l'institution ou de l'association socioculturel, public ou privé, dont fait partie l'école de consommateurs;

3<sup>o</sup> sauf en cas de première reconnaissance, les rapports d'activités des deux années précédentes, établis selon le modèle visé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Si le dossier de demande n'est pas complet, la demande de reconnaissance est déclarée irrecevable.

**Art. 7.** Dans les quinze jours de la date fixée pour la clôture des candidatures, l'administration transmet une copie des dossiers de demande au Ministre et, pour avis, aux centres de référence concernés et à l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement.

**Art. 8.** L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement et les centres de référence transmettent leur avis au Ministre dans les vingt jours de la réception des dossiers.

**Art. 9.** Le Ministre statue sur les demandes de reconnaissance dans les vingt jours de la réception des avis de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement et des centres de référence.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

**Art. 10.** La reconnaissance peut être retirée pour cause d'inobservation du décret ou du présent arrêté.

Lorsque le Ministre a l'intention de retirer la reconnaissance, il en informe, par lettre recommandée à la poste, l'école de consommateurs concernée. La proposition de retrait indique les motifs le justifiant.

L'école de consommateurs dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception de la proposition de retrait pour transmettre ses observations écrites au Ministre.

Le Ministre statue dans le mois de la réception des observations écrites de l'école de consommateurs.

La décision de retrait est notifiée à l'école de consommateurs par lettre recommandée à la poste.

**Art. 11.** En cas de retrait de la reconnaissance, un recours est ouvert au Gouvernement.

Le recours est introduit, par lettre recommandée à la poste, auprès du Ministre dans les deux mois suivant la notification de la décision attaquée.

Le recours n'est pas suspensif.

Le Gouvernement statue dans les trois mois de l'envoi recommandé visé à l'alinéa 2.

#### CHAPITRE IV. — *Du subventionnement des écoles de consommateurs*

**Art. 12.** Dans les limites des crédits budgétaires, les écoles de consommateurs reconnues bénéficient d'une subvention annuelle de :

1° 1.500 euros pour une école de consommateurs qui organise au minimum dix animations par an, à raison d'une animation mensuelle;

2° 2.200 euros pour une école de consommateurs qui organise au minimum dix-huit animations par an, à raison de deux animations mensuelles.

**Art. 13.** La subvention couvre des frais de fonctionnement, tels que les rémunérations du personnel, les déplacements professionnels, la location d'un immeuble professionnel ainsi que les charges inhérentes à cet immeuble, les dépenses de secrétariat, les frais d'électricité, de téléphone et de chauffage, et les frais liés à l'organisation des animations.

Toute dépense de capital ou d'amortissement de capital, mobilier ou immobilier, est exclue, à l'exception de l'acquisition de biens d'une valeur cumulée inférieure à cent vingt quatre euros.

**Art. 14.** Les montants visés à l'article 12 sont liés à l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public.

**Art. 15.** La subvention est liquidée de la manière suivante :

1° une avance, équivalant à 85 % du montant de la subvention visée à l'article 12, est liquidée dans le courant du mois d'octobre;

2° le solde de la subvention est liquidé après réception des pièces justificatives visées à l'article 16.

**Art. 16.** Le bénéficiaire est tenu de justifier l'emploi de la subvention en communiquant, au plus tard pour le 31 octobre de l'année suivant l'année de subvention, à l'administration, les documents suivants :

1° les copies, signées par le responsable de l'école de consommateurs, des factures ou notes de frais acquittées ou étayées par les preuves de leur paiement;

2° un état des dépenses générées par l'école de consommateurs;

3° une déclaration sur l'honneur, signée par le responsable de l'école de consommateurs, attestant que les frais pris en charge par la subvention ne font à aucun moment l'objet d'une double subvention ou d'un remboursement;

4° les rapports d'activités, établis selon le modèle visé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Les pièces justificatives visées au 1° de l'alinéa précédent, sont regroupées par rubriques et accompagnées d'un relevé récapitulatif reprenant le numéro de chaque pièce, son montant, ainsi que les totaux des différentes rubriques.

Les pièces justificatives et le rapport d'activités sont établis en deux exemplaires.

#### CHAPITRE V. — *De l'animateur ou intervenant social*

**Art. 17.** L'animateur ou l'intervenant social visé à l'article 11<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1°, a, du décret, détient au minimum un diplôme ou certificat à orientation sociale, pris en considération pour l'admission au niveau B1, B2 ou B3 dans l'administration de la Région wallonne, ou compte au moins trois ans d'expérience d'animation de groupes dans le domaine socioculturel.

**Art. 18.** L'animateur ou l'intervenant social participe :

1° aux formations spécifiques organisées par l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement;

2° aux rencontres et interventions organisées par l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement et les centres de référence.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2004.

**Art. 20.** Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 mars 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

ANNEXE 1<sup>re</sup>

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE RECONNAISSANCE

**1. Coordonnées de l'organisme, institution ou association dont fait partie l'école de consommateurs**

--

**2. Coordonnées de la personne responsable de l'école de consommateurs**

--

**3. Coordonnées de l'animateur ou intervenant social**

--

**4. Projet pédagogique****a. Thèmes privilégiés qui seront abordés**

--

**b. Caractéristiques du public-cible visé**

--

**c. Moyens mis en œuvre pour informer le public-cible**

--

**d. Objectifs spécifiques poursuivis**

--

**e. Méthode pédagogique utilisée****f. Partenariats et/ou projets de partenariats****g. Nombre d'animations organisées par mois****5. Engagements de la personne responsable de l'école de consommateurs**

Je m'engage à me conformer aux dispositions légales et réglementaires applicables aux écoles de consommateurs, notamment en ce qui concerne l'engagement d'un animateur ou intervenant social, et à fournir, sur sa demande, au Ministre tous renseignements permettant de le vérifier.

Signature du responsable :

Je certifie que l'école de consommateurs dont je suis la personne responsable :

1° exerce ses activités au moins entre le mois de septembre et le mois de juin de chaque année;

2° organise au moins une animation par mois;

3° axe les thèmes abordés lors des animations sur la consommation et la gestion de la vie quotidienne, en privilégiant la participation des bénéficiaires.

Signature du responsable :

Date :

Signature du représentant du Pouvoir Organisateur de l'organisme, institution ou association dont fait partie l'école de consommateurs :

Signature du responsable de l'école de consommateur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des écoles de consommateurs.

Namur, le 18 mars 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

ANNEXE 2

RAPPORT D'ACTIVITES

Un exemplaire par animation organisée.

Date de l'animation :

1. Nombre de participants

--

2. Description du thème abordé et des objectifs de l'animation

--

3. Méthode pédagogique utilisée

--

**4. Personnes ressources intervenues**

--

**5. Evaluation qualitative****a. au niveau de la dynamique de groupe**

--

**b. au niveau de la pertinence du thème abordé**

--

**6. Difficultés rencontrées et moyens à mettre en place pour y faire face**

--

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des écoles de consommateurs.

Namur, le 18 mars 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1626

[2004/201084]

**18 MAART 2004. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de erkenning en de subsidiëring van de consumentenscholen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling, gewijzigd bij het programmadecreet van 16 december 1998 houdende verscheidene maatregelen inzake sociale actie en bij het programmadecreet van 18 december 2003 houdende verschillende maatregelen inzake thesaurie en schuld, sociale actie en gezondheid, inzonderheid op artikel 11<sup>quater</sup>;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 maart 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 maart 2004;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid bijzonder ingegeven door het feit dat er een oproep tot het indienen van projecten in de loop van de maand april 2004 gedaan dient te worden, waarover het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld en de referentiecentra een advies moeten uitbrengen, zodat de erkende consumentenscholen de tijd krijgen om het nieuwe werkingsjaar en hun animatieprojecten voor te bereiden; dat het bijgevolg noodzakelijk is om de bekendmaking en de spoedige inwerkingtreding van de bepalingen ter uitvoering van het programmadecreet van 18 december 2003 betreffende de erkennings- en subsidiëeringsprocedure voor de consumentenscholen mogelijk te maken;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden;

3° bestuur : het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid;

4° Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld : het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld bedoeld in artikel 11<sup>ter</sup> van het decreet;

5° referentiecentra : de referentiecentra bedoeld in artikel 11<sup>bis</sup>, § 2, van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Tweejaarlijkse oproep tot het indienen van projecten*

**Art. 3.** Tweejaarlijks doet de Minister begin april een oproep tot het indienen van projecten om consumentenscholen te erkennen. Dat gebeurt via bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, evenals in twee tijdschriften met belangstelling voor maatschappelijke onderwerpen die over het gehele grondgebied van het Waalse Gewest verspreid worden.

**Art. 4.** In de oproep tot het indienen van projecten worden minstens vermeld :

1° een omschrijving van het begrip en een beschrijving van de doelstellingen die de consumentenscholen nastreven;

2° de voorwaarden voor de erkenning van de consumentenscholen zoals bedoeld in artikel 11<sup>quater</sup>, § 1, 1° tot en met 5°, van het decreet;

3° de modaliteiten voor de subsidiëring van de consumentenscholen;

4° het formulier voor de aanvraag tot erkenning zoals in bijlage 1;

5° de vastgestelde einddatum voor de kandidaatstelling.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de consumentenscholen*

**Art. 5.** In antwoord op de oproep tot het indienen van projecten bedoeld in Hoofdstuk II wordt elke aanvraag tot erkenning aan het bestuur gericht bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 6.** Van het aanvraagdossier maken deel uit :

1° het behoorlijk ingevulde formulier voor de aanvraag tot erkenning;

2° de statuten van het organisme, de instelling of de vereniging met socioculturele grondslag, openbaar of privé, waarvan de consumentenschool deel uitmaakt;

3° behalve in geval van een eerste erkenning, de activiteitenverslagen van de twee voorgaande jaren, opgesteld volgens het model bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt de aanvraag tot erkenning onontvankelijk verklaard.

**Art. 7.** Binnen de vijftien dagen na de einddatum vastgesteld voor de kandidaatstellingen maakt het bestuur een afschrift van de aanvraagdossiers aan de minister over en voor advies aan de betrokken referentiecentra en aan het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld.

**Art. 8.** Het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld en de referentiecentra maken hun advies over aan de Minister binnen de twintig dagen na de ontvangst van de dossiers.

**Art. 9.** De Minister beslist over de aanvragen tot erkenning binnen de twintig dagen na ontvangst van de adviezen van het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld en de referentiecentra.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 10.** De erkenning kan worden ingetrokken wegens niet-inachtneming van het decreet of dit besluit.

Indien de Minister het voornemen heeft om de erkenning in te trekken, licht hij de betrokken consumentenschool daar bij ter post aangetekend schrijven over in. Het voorstel tot intrekking vermeldt de motieven die de intrekking verantwoorden.

De consumentenschool beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van het voorstel tot intrekking om zijn schriftelijke opmerkingen aan de Minister te richten.

De Minister beslist binnen één maand na ontvangst van de schriftelijke opmerkingen van de consumentenschool.

Van de beslissing tot intrekking wordt kennis gegeven aan de consumentenschool bij ter post aangetekend schrijven.

**Art. 11.** In geval van intrekking van de erkenning wordt in een mogelijkheid tot beroep bij de Regering voorzien.

Het beroep wordt bij ter post aangetekend schrijven bij de minister ingediend, binnen de twee maanden volgend op de kennisgeving van de omstreden beslissing.

Het beroep is niet opschortend.

De Regering beslist binnen de drie maanden na het versturen van het aangetekend schrijven bedoeld in het tweede lid.

#### HOOFDSTUK IV. — *Subsidiëring van de consumentenscholen*

**Art. 12.** Binnen de perken van de begrotingskredieten komen de erkende consumentenscholen in aanmerking voor een jaarlijkse subsidie van :

1° 1.500 euro voor een consumentenschool die jaarlijks minstens tien animaties organiseert, namelijk één per maand;

2° 2.200 euro voor een consumentenschool die jaarlijks minstens achttien animaties organiseert, namelijk twee per maand.

**Art. 13.** De subsidie dekt werkingskosten zoals de personeelsvergoedingen, de werkverplaatsingen, het huren van een bedrijfsgebouw en de kosten daaraan verbonden, de secretariaatsuitgaven, de elektriciteits-, telefoon en verwarmingskosten en de kosten verbonden aan de organisatie van de animaties.

Elke uitgave van kapitaal of kapitaalafschrijving, roerend of onroerend, is uitgesloten, met uitzondering van de aankoop met een samengevoegde waarde van minder dan honderd vierentwintig euro.

**Art. 14.** De bedragen bedoeld in artikel 12 zijn gekoppeld aan de index der consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

**Art. 15.** De subsidie wordt vereffend als volgt :

1° een voorschot, gelijk aan 85 % van het subsidiebedrag bedoeld in artikel 12 wordt vereffend in de loop van de maand oktober;

2° het resterend subsidiebedrag wordt vereffend na ontvangst van de bewijsstukken bedoeld in artikel 16.

**Art. 16.** De subsidiegerechtigde is ertoe verplicht de besteding van het subsidiebedrag te verantwoorden door uiterlijk tegen 31 oktober van het jaar volgend op het subsidiejaar volgende documenten aan het bestuur te richten :

1° de afschriften, ondertekend door de verantwoordelijke van de consumentenschool, van de rekeningen of de onkostennota's die zijn betaald of ondersteund door betaalbewijzen;

2° een staat van de door de consumentenschool gemaakte uitgaven;

3° een verklaring op erewoord, ondertekend door de verantwoordelijke van de consumentenschool, dat de met de subsidie overgenomen kosten op geen enkel ogenblik door elkaar overlappende subsidies of door terugbetalingen gedekt worden;

4° de activiteitenverslagen, opgesteld volgens het model bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit.

De verantwoordingsstukken bedoeld onder 1° van vorig lid worden per rubriek gesorteerd en worden samengevat in een inhouseopgave met nummering van elk stuk, bedrag ervan en de totalen van de verschillende rubrieken.

De verantwoordingsstukken en het activiteitenverslag worden in tweevoudig exemplaar opgesteld.

#### HOOFDSTUK V. — *Terreinwerkers en maatschappelijk interveniënten*

**Art. 17.** De terreinwerkers of de maatschappelijk interveniënten bedoeld in artikel 11<sup>quater</sup>, § 1, 1°, a, van het decreet bezitten minstens een diploma of getuigeschrift in een maatschappelijke richting, dat in overweging genomen wordt voor de toelating tot het niveau B1, B2 of B3 bij het bestuur van het Waalse Gewest of heeft minstens drie jaar ervaring als terreinwerker in groepen die socioculturele animatie krijgen.

**Art. 18.** De terreinwerker of de maatschappelijk interveniënt neemt deel aan :

1° de specifieke vormingen georganiseerd door het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld;

2° de ontmoetingen en samenkomsten georganiseerd door het Waarnemingscentrum voor Krediet en Schuld en de referentiecentra.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2004.

**Art. 20.** De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 maart 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE



## BIJLAGE 1

## FORMULIER VOOR DE AANVRAAG TOT ERKENNING

**1. Adresgegevens van het organisme, de instelling of de vereniging waarvan de consumentenschool deel uitmaakt**

--

**2. Adresgegevens van de verantwoordelijke voor de consumentenschool**

--

**3. Adresgegevens van de terreinwerker of de maatschappelijk interveniënt**

--

**4. Pedagogisch project**

**a. Thema's die bij voorrang worden aangesneden**

--

**b. Kenmerken van de doelgroep**

--

**c. Middelen die ingezet worden om de doelgroep voor te lichten**

--

**d. Specifieke doelstellingen die nagestreefd worden**

--

**e. Gevolgde pedagogische methode****f. Samenwerkingsverbanden en/of in het vooruitzicht gestelde samenwerkingsverbanden****g. Aantal maandelijks georganiseerde animaties****5. Verbintenissen van de verantwoordelijke voor de consumentenschool**

Ik verbind mij ertoe me te schikken naar de wets- en regelgevende bepalingen die gelden voor de consumentenscholen, meer bepaald wat betreft de indienstneming van een terreinwerker of een maatschappelijk interveniënt en de Minister op diens verzoek alle inlichtingen te verstrekken die het hem mogelijk maken alle nazicht uit te oefenen.

Handtekening verantwoordelijke :

Ik verzeker dat de consumentenschool waarvoor ik verantwoordelijk ben :

1° minstens tussen september en maand jaarlijks zijn activiteiten organiseert;

2° minstens één keer per maand een animatie organiseert;

3° tijdens die animaties bij voorrang de aangesneden onderwerpen richt op consumptie en het beheer van het dagelijks leven en vooral de gerechtigden zelf laat deelnemen.

Handtekening verantwoordelijke :

Datum :

Handtekening van de vertegenwoordiger van de Inrichtende Macht van het organisme, de instelling of de vereniging waarvan de consumentenschool deel uitmaakt :

Handtekening van de vertegenwoordiger van de consumentenschool :

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de consumentenscholen.

Namen, 18 maart 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

**BIJLAGE 2**

ACTIVITEITENVERSLAG

**Eén exemplaar per georganiseerde animatie.**

**Datum waarop de animatie plaatsvindt :**

**1. Aantal deelnemers**

--

**2. Beschrijving van het aangesneden onderwerp en van de doelstellingen van de animatie**

--

**3. Gevolgde pedagogische methode**

--

**4. Referentiepersonen die tussenbeide zijn gekomen**

--

**5. Kwalitatieve evaluatie****a. betreffende de groepsdynamiek**

--

**b. betreffende de relevantie van het aangesneden onderwerp**

--

**6. Gerezen moeilijkheden en te berde gebrachte oplossingen**

--

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de consumentenscholen.

Namen, 18 maart 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE